

ATTAQUES CONTRE LES SYNDICATS, LE DROIT DE MANIFESTER ET LE DROIT DU TRAVAIL : UNI-ES POUR DIRE NON

Organisations politiques signataires : Ensemble !, Europe Ecologie Les Verts, le Mouvement Républicain et Citoyen, Nouvelle Donne, le Parti Communiste Français, le Parti Communiste des Ouvriers de France, le Parti de Gauche, le Parti Ouvrier Indépendant, République et Socialisme.

Depuis des semaines le gouvernement tente de discréditer la mobilisation sociale contre la loi El Khomri en fustigeant tout particulièrement la CGT et son leader Philippe Martinez, alors que sept syndicats soutiennent le mouvement. Les grèves sont assimilées à des « prises d'otage » et tout est bon pour appeler à leur fin : les inondations, l'Euro, les menaces contre les personnes et les biens, etc.

Depuis mardi, Bernard Cazeneuve puis Manuel Valls ont franchi un nouveau cap. Sur France 2, le Ministre de l'Intérieur n'a pas hésité à instrumentaliser le crime terroriste contre les deux policiers des Yvelines pour faire l'amalgame avec les violences constatées en marge des manifestations. Manuel Valls, sur France Inter, est allé jusqu'à dénoncer la complicité des syndicats avec une partie des manifestants venus dans l'objectif de « tuer » (sic) des policiers.

Dans la foulée, le préfet de police de Paris dénonce aujourd'hui une forme de solidarité entre « casseurs » et syndicalistes !

La boucle est ainsi bouclée : les manifestant-es sont assimilé-es aux « casseurs » et les « casseurs » aux terroristes : appliquer l'état d'urgence à tou-te-s devient la conséquence logique.

Manuel Valls et son gouvernement reprennent en définitive à leur compte la logique du Medef qui avait accusé les syndicats de terrorisme et usent de ce prétexte pour annoncer la possible interdiction des manifestations contre la loi travail, approuvé en cela par la direction du PS à travers son premier secrétaire.

Nous condamnons les violences qui entravent la vie des citoyen-ne-s et attaquent le service hospitalier public, et qui sont d'ailleurs préjudiciables au mouvement social. Mais imputer cette violence aux organisateurs et organisatrices de la mobilisation est un mensonge: le maintien de l'ordre en marge des manifestations est de la responsabilité du gouvernement.

Pour la première fois depuis des décennies, un gouvernement propose d'interdire une manifestation syndicale. Cette annonce est d'une extrême gravité pour les libertés publiques.

Sans légitimité populaire ni parlementaire pour imposer sa loi, le gouvernement aura donc tout tenté : l'état d'urgence maintenu et utilisé contre les mobilisations (écologistes, sociales...), le passage en force via l'article 49-3 et l'utilisation de la division comme de la répression pour tenter de juguler le mouvement.

Il en vient maintenant à cette menace inacceptable pour la démocratie.

Les organisations politiques signataires demandent à François Hollande de cesser d'attaquer le mouvement syndical et le monde du travail.

Elles défendent une tout autre politique, respectueuse des salarié-es et non guidée par les intérêts des grandes entreprises.

Elles rappellent que la Loi Travail est rejetée par trois confédérations syndicales sur cinq et que les manifestations sont organisées par sept syndicats de salarié-es et de jeunes.

Elles dénoncent les attaques intolérables contre les syndicats, et tout particulièrement contre la CGT.

Elles appellent à refuser toute remise en question du droit de manifester, et à se mobiliser plus fortement encore aux côtés des syndicalistes lors des prochaines manifestations.

Elles exigent enfin le retrait de la Loi Travail, seule décision raisonnable à même de calmer les tensions sociales dont le gouvernement est le principal responsable.